

SOLIDARITÉ



FOCUS

**Formation
professionnelle**



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

Pendant mon temps libre, je m'implique comme entraîneur junior dans le club de football d'un quartier de Zurich, le FC Unterstrass. Les 16 jeunes de mon équipe sont tous encore à l'école et se dirigeront vers l'enseignement professionnel ou supérieur d'ici deux à trois ans. Avec la moyenne nationale actuelle de 2,2% de chômage des jeunes, je suis confiant pour leur avenir. S'ils ne deviennent pas footballeurs professionnels, ils réussiront probablement tous un bon début de carrière.

Les perspectives seraient bien moins réjouissantes si je devais entraîner des jeunes du FC Prishtina, du FC Ouagadougou ou du FC féminin U20 de Bolivie. Dans ces pays, un jeune talent sur deux n'aurait ni formation ni emploi à 18 ans. Nombre d'entre eux font partie des laissés-pour-compte, appelés NEET (*Not in Employment, Education or Training*). Les projets de Solidar Suisse leur apportent un soutien tout particulier. L'amélioration des perspectives de carrière des jeunes est depuis des années un élément important de notre thème prioritaire : une économie et des conditions de travail équitables. Leur permettre d'entrer avec succès dans la vie active est l'un des instruments les plus efficaces pour réduire les inégalités extrêmes. La formation professionnelle est la clé de voute pour offrir des perspectives d'avenir aux jeunes. Les projets de Solidar Suisse permettent aux jeunes de disposer d'un éventail de compétences aussi étendu que possible. Une condition essentielle pour que la jeunesse puisse participer à l'économie et à la société de demain.

Felix Gnehm

**CHEERS
LECTEURS**

SOMMAIRE

04



Focus – la formation professionnelle

- 04 Accéder à la vie professionnelle : un défi pour les jeunes du monde entier
- 08 Salvador : des perspectives grâce à la confiance en soi et à l'éducation aux droits sexuels
- 10 Elle s'approprie les compétences qui font défaut dans les écoles au Kosovo
- 11 Aurélie Viard-Cretat et Arnaud Laaban présentent les facteurs de succès des projets de Solidar
- 12 Les entreprises des jeunes amènent de la vie à Viacha
- 13 Yvette Tapsoba et Remi Sawadogo ouvrent un magasin d'électricité.

14 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

15 Un œil sur

Genève fête sa loi sur le financement de la solidarité internationale

16 Le défi

Paul Taryam Ilboudo, ancien coordinateur national de Solidar au Burkina Faso, est décédé. Notice nécrologique d'un combattant visionnaire

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

15



16

9 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Mentions légales

20 L'inégalité extrême déchire le monde

FOCUS - LA FORMATION PROFESSIONNELLE





Des jeunes femmes de l'école des professions médicales de Peja étudient une reproduction de cerveau.

Les jeunes du monde entier sont confrontés au défi d'accéder à un emploi correspondant à leurs compétences pour assurer leur subsistance. Toutefois, les conditions préalables à la réalisation de cet objectif varient énormément. Et il en va de même de leurs possibilités de participer à la société.

SANS EMPLOI, AUCUNE PERSPECTIVE

Texte : Cyrill Rogger, responsable de programme pour l'Europe du Sud-Est, graphisme : art.l.schock, photos : Din Begolli et Solidar Suisse

« J'avais envie d'apprendre un métier, mais je ne savais pas quelle formation choisir », témoigne Remi Sawadogo du Burkina Faso, 23 ans. Un passage dans la vie qu'il partage avec les jeunes du monde entier.

L'accès au monde du travail est en effet un grand défi pour tous et toutes. Quelle profession est la bonne pour moi ? Quelles sont mes compétences ? Dans quels domaines y a-t-il des emplois et donc la possibilité de gagner ma vie ? Quelle place vais-je prendre dans la société ? Quelle formation me permettra d'atteindre mon objectif ? Partout, les jeunes se posent ce genre de questions. Mais leurs options et leurs perspectives varient considérablement. Et la crise du Covid a creusé les inégalités, la fermeture des écoles aggravant leur situation.

L'éducation comme facteur de développement

Une bonne formation améliore les chances de trouver un emploi décent pour gagner sa vie. La formation professionnelle contribue au développement personnel et constitue la base d'une participation active à la société. Elle augmente également la dispo-

nibilité de la main-d'œuvre qualifiée et rehausse les performances économiques d'un pays. Elle prend par conséquent une place importante dans la coopération au développement et dans de nombreux projets de Solidar Suisse. Les projets doivent toutefois s'adapter aux exigences de la société et du marché du travail local.

Discrimination et violence

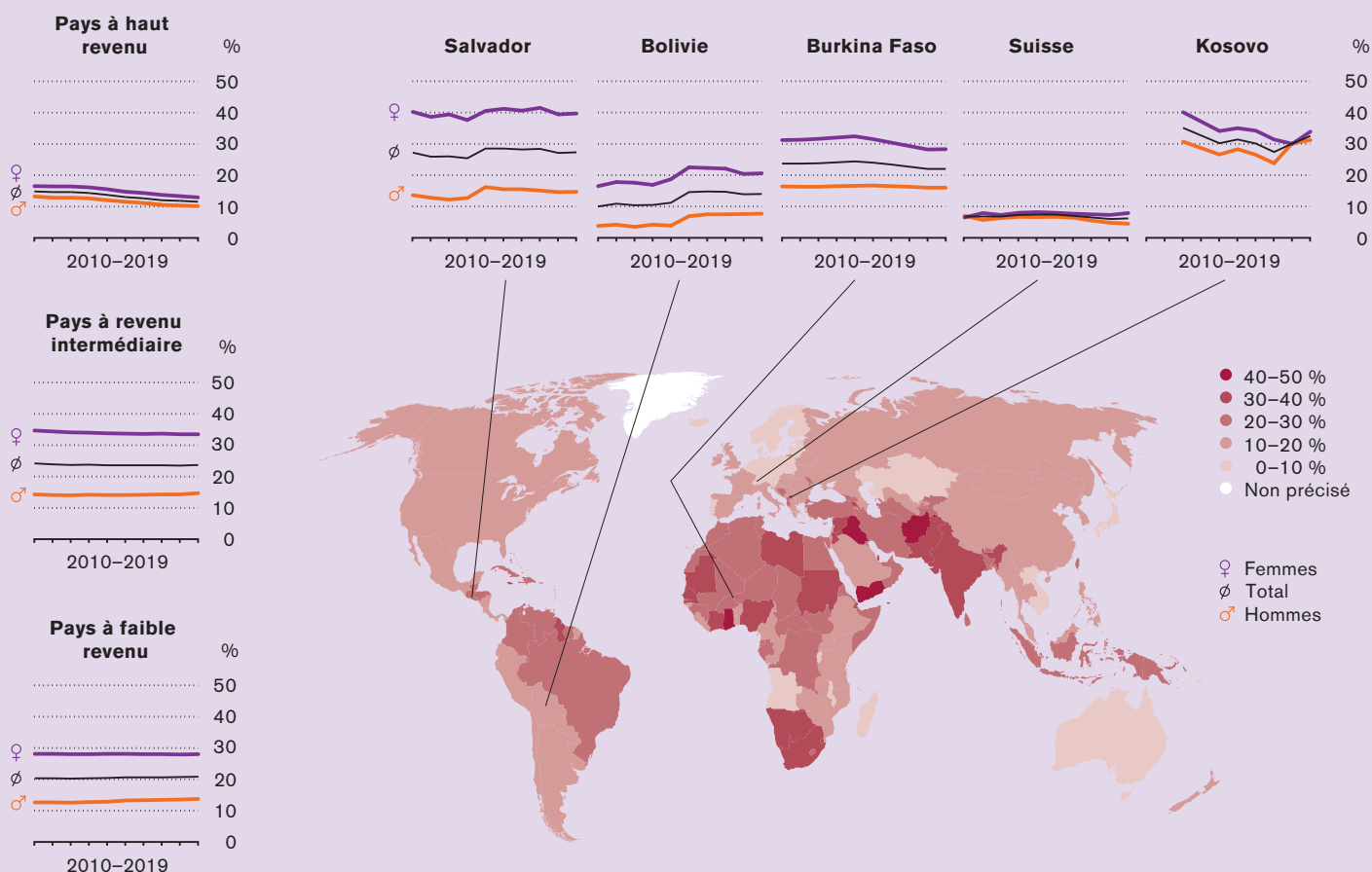
Alors que la recherche d'une place d'apprentissage est l'un des principaux obstacles à l'entrée dans le monde du travail en Suisse, le manque d'accès à l'éducation ou la mauvaise qualité de la formation professionnelle compromettent ailleurs la perspective d'une activité professionnelle régulière. Au Kosovo, par exemple, les diplômés des écoles professionnelles manquent d'expérience pratique et de connaissances spécialisées, tandis qu'au Burkina Faso, de nombreux enfants ne terminent même pas l'école primaire, seuls 10 % d'entre eux suivant un enseignement au-delà de la neuvième année. De nombreux pays déplorent en outre un manque d'emplois formels, raison pour laquelle la majorité des

jeunes n'ont qu'un emploi précaire, comme en Bolivie, où plus de 87 % des jeunes actifs se retrouvent dans cette situation. Dans de nombreux pays, ils sont également exposés à la discrimination et à la violence. Cela concerne, par exemple, la jeunesse issue de l'immigration et en recherche d'un apprentissage en Suisse ; mais aussi les jeunes des minorités ethniques au Kosovo. Les rôles sexospécifiques

La formation professionnelle est la base de la participation consciente à la société.

prescrits par la société privent de nombreuses jeunes femmes de la formation qu'elles désirent – ou les empêchent de développer leur personnalité. La violence sexiste, dont la fréquence est alarmante en Amérique latine surtout, limite leurs possibilités.

Proportion de jeunes sans emploi, sans enseignement ou sans formation (NEET) – 2019





Deux jeunes Salvadoriens en formation de mécanicien

Et la violence des gangs de jeunes est si présente en Amérique centrale qu'elle peut carrément empêcher les jeunes d'accéder à la formation et à un emploi rémunéré.

Chômage élevé chez les jeunes

Compte tenu de l'importance d'un travail digne pour l'épanouissement personnel et le développement social et économique, la communauté internationale s'est engagée dans l'Agenda 2030 à accroître les possibilités d'emploi pour les jeunes et à réduire la proportion de celles et ceux sans emploi, sans enseignement ou sans formation (cf. graphique ci-contre, NEET).

L'importance de la formation professionnelle dans la coopération au développement a augmenté ces dernières années. En particulier, l'Allemagne, l'Autriche, le Liechtenstein et la Suisse, avec leurs systèmes de formation professionnelle duale, la soutiennent via divers projets de développement dans le monde.

Réussite des projets de Solidar

Solidar Suisse se consacre également à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes dans le monde du travail. Le contexte et les défis spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes dans nos pays de projet étant très différents, nous adoptons des approches adaptées.

Nous avons voulu connaître l'impact de nos projets de formation professionnelle en Bolivie, au

Burkina Faso, au Salvador et au Kosovo, ce que nous faisons de bien et ce que nous pouvons améliorer. C'est pourquoi nous avons fait examiner les projets par des expert·e·s externes. Ces derniers·ères ont discuté avec les jeunes sans leur demander leur nom, afin que ceux-ci et celles-ci puissent s'exprimer librement. L'évaluation a conclu que tous les projets ont augmenté les compétences et les perspectives du groupe cible et que leur ancrage local est très bon. Grâce à une coopération étroite avec les organisations partenaires locales, nous sommes parvenus à ce que toutes les parties prenantes, les autorités, entreprises, écoles, jeunes et parents, s'investissent en faveur de la formation professionnelle. Tous estiment que des améliorations sont possibles grâce à l'échange de bons exemples entre les pays, une coopération plus étroite avec le secteur privé et l'implication systématique, comme modèle, de jeunes ayant réussi (voir page 11).

Dans les pages suivantes, vous lirez les défis auxquels sont confrontés à Viacha, Tecoluca, Peja et Ouagadougou les jeunes impliqué·e·s dans l'évaluation, et comment nos projets contribuent à l'amélioration durable de leur situation. Remi Sawadogo est l'un d'entre eux. Il a opté pour un apprentissage et l'a terminé il y a cinq ans avec le soutien de Solidar Suisse. Avec sa collègue Yvette Tapsoba, il a ouvert une petite entreprise d'installation électrique à Ouagadougou (voir page 13). « J'en vis bien », dit-il aujourd'hui.

« **MAINTENANT, JE ME SENS SÛR DE MOI** »

Grâce aux cours de formation et à l'aide au démarrage, les jeunes du Salvador voient l'avenir avec une confiance renouvelée.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité, photos : Solidar Suisse



Grâce aux cours de formation et à l'aide au démarrage, les jeunes du Salvador voient l'avenir avec une confiance renouvelée.

Au Salvador, les jeunes risquent de se faire exploiter dans les champs de canne à sucre, de se faire entraîner dans un gang, de prendre le dangereux chemin de la migration ou de tomber enceinte à un âge précoce. Du fait qu'ils créent des perspectives d'emploi, les projets de Solidar sont donc d'autant

plus importants. Selon la récente étude (voir p. 11), ils ont considérablement réduit les risques chez les jeunes qui y ont participé en leur permettant d'acquérir des compétences professionnelles et de prendre confiance en eux. Ils connaissent leurs droits et sont mieux à même de déterminer leur propre sexualité. « Grâce à la formation à la culture de la paix, j'ai appris à mieux me connaître : comment reconnaître une menace, comment éviter de m'attirer des ennuis », explique un participant qui travaille aujourd'hui dans un magasin.



Votre don est utile

Avec un don de 125 francs, vous permettez à un·e jeune agriculteur·trice de terminer sa formation et de s'assurer ainsi ses moyens de subsistance. Pour 475 francs, cette personne reçoit le matériel de base pour créer sa propre entreprise et générer un revenu régulier. Pour 50 francs, un·e jeune transmet des connaissances sur la santé et les droits sexuels à quatre jeunes et contribue ainsi à la prévention des grossesses précoces.

Soutien individuel et à long terme

Ainsi, au-delà des compétences pratiques et techniques, les jeunes doivent acquérir des compétences sociales pour trouver un emploi ou devenir agriculteurs·trices indépendant·e·s. Outre les formations techniques, les cours visant à leur faire prendre conscience de leurs propres compétences ont été décisifs. « Solidar m'a beaucoup aidé à être convaincant lors des entretiens d'embauche. Maintenant, j'ai une attitude confiante, je suis naturel, je parle vrai, je sais comment m'habiller et mon

CV est en outre bien formulé », déclare un employé de l'hôtellerie-restauration de 23 ans. Son succès est retentissant : « Avant même d'avoir terminé le cours, sans aucune expérience, j'avais trouvé un emploi ».

Le soutien personnel à long terme est également primordial. Les jeunes ne sont pas seulement soutenus dans la recherche de leur premier emploi ou la création d'une entreprise agricole. Ils et elles reçoivent, en cas de besoin, une aide pour un deuxième ou un troisième emploi, ou bénéficient de visites et conseils sur leur exploitation agricole. « Ils ne nous laissent pas seul·e·s. Que nous ayons trouvé un emploi ou non, ils continuent à nous soutenir. Ils restent proches, la porte n'est jamais fermée. Cela a beaucoup contribué à ma réussite », déclare un jeune homme de 22 ans qui en est déjà à son deuxième emploi depuis le cours.

Sensibilisation par les pairs

L'intégration systématique de modules sur l'éducation et les droits sexuels a également contribué de manière décisive à l'amélioration des conditions de vie des jeunes. Après une formation complémentaire, les groupes de jeunes ont développé leur propre approche pour communiquer sur le sujet à leurs pairs tout en prenant le rôle de modèles. De cette manière, les jeunes femmes reconnaissent les situations dans lesquelles leurs droits ne sont pas respectés et sont mieux à même de se défendre. Par ailleurs, les jeunes hommes sont sensibilisés à la

« Avant même d'avoir terminé le cours, sans aucune expérience, j'ai trouvé un emploi. »

violence sexiste et risquent moins de devenir violents. « Maintenant, à la campagne, nous rencontrons des jeunes, également de sexe masculin, qui parlent de sexualité, de plaisir féminin et de la manière d'utiliser un préservatif. Ils font passer le mot dans leurs villages et dans notre société très conservatrice », nous dit avec enthousiasme une jeune femme impliquée dans la sensibilisation par les pairs. De nombreux jeunes se sont également débarrassés de leurs attitudes négatives à l'égard de l'homosexualité et des personnes transgenres, une base pour développer des modèles alternatifs de masculinité qui respectent l'égalité des sexes. Enfin, le nombre de grossesses précoces a diminué.

Carlo Sommaruga
Président de Solidar Suisse



Une intégration facilitée par l'expérience professionnelle

La lutte contre la pauvreté dans les pays riches comme dans les pays en développement passe par l'accès à un travail, la possibilité de le conserver et son exercice dans des conditions décentes. Dans cette perspective, l'intégration des jeunes sur le marché du travail est un défi essentiel. En effet, selon l'Organisation internationale du Travail, les jeunes dans le monde ont trois fois plus de risques d'être au chômage que les adultes. Cela s'explique notamment par une expérience professionnelle limitée. La Suisse, pour favoriser l'embauche des jeunes, a développé la formation professionnelle duale, c'est-à-dire une formation qui se déroule simultanément dans une école professionnelle et en entreprise. Les jeunes disposent ainsi d'un savoir-faire qui leur permet d'accéder plus facilement à leur premier emploi. Une réussite helvétique reconnue niveau international.

Solidar a repris ce modèle dans sa stratégie et le met en œuvre avec succès dans divers pays où elle est présente. Lors d'une visite de nos projets au Kosovo, j'ai pu constater le dynamisme des collaborations mises en place par Solidar entre écoles professionnelles publiques et entreprises privées, cela à la grande satisfaction des jeunes, des écoles et des entreprises locales. Et j'ai noté avec plaisir que les résultats positifs du projet de Solidar et les expériences d'un projet de la DDC ont été présentés ensemble au ministère de l'éducation du Kosovo afin qu'ils soient intégrés dans le système de formation professionnelle.

Solidarité, expérience et motivation, trois dimensions qui conduisent Solidar dans son action en faveur de l'intégration des jeunes dans le marché du travail.

« JE VOULAIS COMPRENDRE CETTE MAGIE »

Les écoles professionnelles du Kosovo ne sont pas suffisamment adaptées aux besoins du marché du travail.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité, photo : Din Begolli

Les jeunes manquent souvent des compétences pratiques nécessaires pour trouver un emploi à l'issue de leur formation professionnelle. À cet égard, Rinesa Zekaj, 18 ans, avait une bonne longueur d'avance avec une expérience pratique déjà lors de son arrivée à l'école professionnelle. Dès son enfance, l'aspirante ingénieur en alimentation transformait la cuisine familiale en laboratoire et faisait des expériences avec les aliments.

« Cet intérêt a été éveillé par ma tante, qui travaillait dans une laiterie. Parfois, elle m'emmenait avec elle et je la regardais faire des expériences avec différents fromages. C'était magique pour moi, et je voulais comprendre cette magie », dit-elle les yeux brillants. Son souhait s'est réalisé dès sa première année de formation : « C'était génial de travailler dans un vrai laboratoire car je pouvais tester les propriétés des aliments et de leurs ingrédients. »

Rinesa Zekaj en train de faire des expériences dans le laboratoire.



Mais l'école ne proposait pas assez de fruits, de légumes, de farine, de lait et de viande pour que les élèves puissent fabriquer des produits à leur guise. « Heureusement, Solidar Suisse a soutenu l'école en fournissant du matériel. Mais nous aimerions aussi visiter différentes industries alimentaires pour voir comment elles fonctionnent », explique Rinesa Zekaj.

Matériel et formation pratique

Plus de 60 % des élèves des écoles professionnelles se sont plaints aux évaluateurs externes du manque de matériel et de formation technique. Din Hoti, 19 ans, futur mécanicien automobile, explique pourquoi cela est si important : « À l'école, la matière est difficile à comprendre parce que tout est tellement théorique. Mais quand on travaille concrètement sur le matériel, on comprend immédiatement ce qu'il faut faire. » Pour acquérir une expérience pratique, les étudiant·e-s doivent faire des stages en plus de participer aux laboratoires scolaires et aux visites d'usine. Rinesa Zekaj est également à la recherche d'un stage.

Mais ceux-ci ne sont disponibles que si les entreprises les offrent. Lancé en 2017, le projet de Solidar Suisse a déjà bien amélioré la collaboration avec le secteur privé. Il existe désormais des liens formels avec 25 entreprises locales, dont certaines font réaliser aux élèves des exercices pratiques dans les écoles professionnelles, voire contactent ces dernières pour trouver des candidat·e-s à l'emploi. « Nous avons toujours été voisins, mais c'était des mondes séparés », dit Burim Berisha, qui a sa propre entreprise d'informatique à Peja.

Faible participation des jeunes femmes

La faible participation des jeunes femmes reste un défi. Les écoles professionnelles donnent des formations surtout dans des secteurs traditionnellement considérés comme masculins, et, par conséquent, sont fréquentées à 70 % par de jeunes hommes. Un soutien ciblé est nécessaire pour augmenter le nombre de jeunes femmes, par exemple, en présentant des modèles alternatifs pour affaiblir les stéréotypes de genre afin que davantage de jeunes femmes comme Rinesa Zekaj puissent suivre leur intérêt ou même le découvrir.



Photos : DR.

À L'ÉCOUTE DES JEUNES

Les projets de Solidar visant à créer des perspectives d'emploi pour les jeunes au Salvador, au Burkina Faso, en Bolivie et au Kosovo sont couronnés de succès. C'est la conclusion des évaluateurs externes. Interview.

Interview : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité

Vous avez demandé à des jeunes de différents pays ce qu'ils retiennent du soutien à Solidar Suisse et vous avez comparé les résultats. Qu'est-ce qui vous a le plus frappé ?

Arnaud Laaban : le fait que Solidar soutienne les dynamiques locales et adapte les projets aux circonstances au lieu de simplement imposer sa propre approche. Les objectifs et les approches étaient très différents.

Aurélié Viard-Cretat : cela vaut également pour les partenaires et les groupes cibles : au Burkina Faso, le projet s'adressait à des groupes très marginalisés ; au Kosovo il a été réalisé dans des écoles publiques.

Y a-t-il quelque chose que vous décririez comme spécifique à Solidar ?

Aurélié Viard-Cretat : cette approche prend en compte les besoins de toutes les parties prenantes. Bien sûr, tout le monde fait une évaluation des besoins, mais Solidar accorde aussi beaucoup d'attention à l'adaptation des projets à la réalité.

Laaban : en Bolivie, la proposition de projet est venue des groupes de jeunes eux-mêmes et a été mise en œuvre par Solidar – une garantie d'engagement élevé. Cependant, l'implication des jeunes dans le processus de définition n'est possible que s'ils sont déjà organisés. Dans d'autres pays, les projets ont été conçus par des organisations partenaires locales.

Quels bons exemples recommandez-vous pour la reprise dans d'autres pays et projets ?

Aurélié Viard-Cretat : par exemple, l'implication des parents au Burkina Faso ou des entreprises privées au Kosovo. Toutes et tous peuvent apprendre les un-e-s des autres ; au Kosovo, grâce à l'implication des parents et au Burkina Faso, grâce à la mise en réseau avec des entreprises privées. De manière générale, les échanges entre les pays devraient être renforcés.

Arnaud Laaban : l'approche holistique est importante. La formation technique n'est pas suffisante, les compétences sociales sont au

moins aussi essentielles.

Il convient également d'éliminer les obstacles aux perspectives de carrière des jeunes, comme les grossesses précoces. Une approche sexospécifique est essentielle.

Aurélié Viard-Cretat : au Kosovo, il faut s'adresser davantage aux femmes et aux membres des minorités. Pour cela, des modèles sont nécessaires dans les projets, parmi les responsables comme parmi les participant-e-s.

Vous mentionnez un effet transformateur des projets. Qu'entendez-vous par là concrètement ?

Aurélié Viard-Cretat : il y a plusieurs exemples : des jeunes qui n'avaient jamais été à l'école et qui risquaient d'être exploités dans les mines ont créé leur propre entreprise. Les jeunes femmes se sont créées un revenu au lieu de tomber enceintes et de se marier.

Vous recommandez de mettre l'accent sur l'autonomisation, plutôt que sur l'emploi. Pourquoi ?

Arnaud Laaban : se concentrer sur la formation technique à court terme est un piège. Pour un changement à long terme, il faut davantage. Si les jeunes sont si timides qu'ils peuvent à peine parler aux autres, ils ne pourront pas établir une entreprise et des relations avec les clients. La discrimination peut aussi être une raison pour laquelle ils ne trouvent pas d'emploi. Il faut renforcer leur confiance en soi pour qu'ils évitent de penser que c'est de leur faute.

Aurélié Viard-Cretat : les changements structurels sont fondamentaux : le fait que les jeunes s'organisent et se mettent en mouvement produit un effet au-delà du projet. Le fait qu'ils trouvent rapidement un emploi paraît bien mais n'est pas nécessairement durable.

LES JEUNES RENOUVELLENT VIACHA

Ch'ama Wayna, le projet de formation professionnelle de Solidar Suisse à Viacha en Bolivie a modifié le visage de la petite ville.

Texte : Joachim Merz, responsable du programme Bolivie, photo : Solidar Suisse



Une jeune mère poursuit ses études.

« Il y a plus de magasins à Viacha qu'il y a quelques années : des boutiques de vêtements, des boulangeries, des take-aways... », explique un participant de 21 ans. Les autorités et les entrepreneur-e-s partagent le même avis, même en période de pandémie. En outre, près de deux tiers des participant-e-s ont déclaré aux évaluateur-trices qu'il y a plus d'opportunités pour les jeunes et les femmes qu'auparavant. Ce dernier point est particulièrement important, car les femmes sont fortement touchées par la discrimination structurelle sur le marché du travail et dans les entreprises. Les jeunes mères notamment sont socialement exclues, surtout si elles sont seules à élever leur(s) enfant(s). Elles doivent abandonner leurs études ou elles perdent leur emploi. C'est pourquoi un programme leur est spécifiquement destiné. En effet, nombre d'entre elles subviennent désormais à leurs besoins, sont conscientes de leurs capacités et acquièrent davantage d'indépendance. « Je peux maintenant dire 'stop' », dit une mère de 29 ans. « Je dis haut et fort ce qui me déplaît et je suis mieux traitée. » Ce nouveau comportement affecte également sa position dans la famille. L'attitude des pères et des frères selon laquelle les femmes ne devraient pas étudier et travailler évolue de plus en plus, et les jeunes femmes gagnent en autonomie.

Participation des jeunes

Le succès de Ch'ama Wayna, dont les jeunes mères ne sont que l'exemple le plus frappant, tient également au fait que toutes les personnes impliquées, en particulier les jeunes eux-mêmes, participent à l'élaboration du projet. Des accords ont été négociés lors de tables rondes entre l'administration locale, les entreprises et les groupes de jeunes. Cela s'est traduit non seulement par des projets de formation professionnelle qui transmettent des compétences techniques, des compétences sociales, des informations sur les droits du travail et la gestion d'entreprise, mais aussi par l'inscription dans la loi de la promotion de

l'emploi avec une ligne budgétaire. Partant, la mise en œuvre à long terme est garantie. Les jeunes se sentent soutenus, comme le déclarent 68 % d'entre eux, et les entrepreneur-e-s privé-e-s sont prêt-e-s à leur donner une chance : « Les stagiaires n'avaient aucune expérience, mais ils ont fait preuve de compétences et d'adaptabilité. Bien qu'il n'y ait pas d'obligation, ils ont réussi à décrocher des postes permanents », explique le propriétaire d'une société de conseil en environnement.

Trois quarts de la population sans emploi formel

Dans un pays comme la Bolivie où les trois quarts de la population travaille de manière informelle, créer sa propre entreprise est souvent la seule perspective ouverte aux jeunes. Par conséquent, ils apprennent à gérer leur propre petite entreprise et reçoivent un capital de démarrage. Ici aussi, la confiance en soi et les aptitudes sociales sont essentielles. « Le programme nous aide à nous connaître, à prendre conscience de nos compétences et à utiliser nos points forts », déclare un vendeur d'artisanat de 25 ans qui a participé au programme pour jeunes entrepreneur-e-s. « J'ai eu l'habitude de filer la laine depuis mon enfance. Maintenant, j'en ai fait ma source de revenus. J'ai découvert que je pouvais faire quelque chose et je suis devenu plus combatif. »

« LE PROJET M'A OUVERT DES PORTES »

La formation professionnelle ouvre des perspectives aux jeunes issus de familles pauvres au Burkina Faso.

Texte : Sandrine Rosenberger, responsable du programme Burkina Faso, photo : Solidar Suisse

« Grâce au cours, j'ai pu quitter la mine d'or. J'ai failli y mourir dans un glissement de terrain », raconte un ancien participant. « C'est là que j'ai compris que je devais arrêter ce travail et suivre la formation professionnelle proposée ». Comme lui, de nombreux adolescent-e-s travaillent dans les mines du Burkina Faso car, sans diplôme d'études secondaires ni formation, ils ne voient aucune autre option.

Une entreprise à son compte

Ainsi, à 18 ans, Yvette Tapsoba a également rattrapé l'école primaire avec le soutien de Solidar avant d'entamer une formation d'électricienne. « Je voulais savoir comment faire des connexions électriques pour que les maisons aient de la lumière », dit-elle. Elle a également suivi une formation complémentaire en gestion d'entreprise et a rencontré Remi Sawadogo, qui avait choisi la même profession, « parce qu'il y a trop peu d'électriciens dans mon village et que je pensais trouver un emploi rapidement de cette façon », dit-il. Mais les choses se sont passées différemment : à l'issue de leur formation en 2016, les deux jeunes ont décidé de créer ensemble une petite entreprise d'installation électrique à



Yvette Tapsoba relie une maison au réseau électrique.

« Je voulais savoir comment faire des connexions électriques pour que les maisons aient de la lumière. »

Ouagadougou. Tout ce dont ils avaient besoin était le capital de départ. Avec le soutien de Solidar, ils ont élaboré un plan d'affaires et ont demandé une contribution financière au fonds d'État pour les initiatives de la jeunesse. Mais ce fonds n'avait pas d'argent. Finalement, ils ont pu réaliser leur rêve grâce à un frère de Remi Sawadogo, qui a mis à leur disposition une partie de son magasin et 100 000 francs CFA (un peu moins de 170 francs suisses).

Les compétences sociales comme facteur clé

L'entreprise s'est mise en marche. Remi Sawadogo peut vivre avec ses 250 francs par mois. Yvette Tap-

soba, 27 ans, ne gagne qu'une soixantaine de francs, ce qui ne lui permet pas de couvrir tous ses frais : « Je ne travaille pas tous les jours parce que je m'occupe de notre fils de bientôt deux ans avec mon compagnon », dit-elle. Pour Remi Sawadogo, le succès tient aussi au fait qu'il a vaincu sa timidité grâce à la formation technique et entrepreneuriale : « Cela m'aide énormément dans mes relations avec les client-e-s », dit-il. Koanda Saré, une installatrice sanitaire, a une histoire similaire à raconter : « Le projet m'a vraiment ouvert des portes. J'établis des relations et j'obtiens des commandes. J'occupe maintenant deux employés, je peux vivre de mon activité et même soutenir ma mère. »

Impact transformateur

Les apprentissages de trois ans, comme celui que Rémi et Yvette ont effectué, ne sont pas toujours la panacée pour offrir des perspectives aux jeunes défavorisé-e-s du Burkina Faso. Parfois, il est plus facile de les atteindre par des cours de trois mois. Associés à un forfait de démarrage, ces derniers leur permettent de se constituer un moyen de subsistance, et parfois de transmettre leur expérience à d'autres, comme l'ancien travailleur des mines qui est venu à l'école après avoir commencé sa formation pour raconter aux enfants ce qui les attend dans les mines.



Photo : Solidar Suisse

UNE PLACE DE FORMATION AVEC SOLIDAR

Dès le mois d'août, Solidar Suisse permettra à un jeune de Suisse d'entrer dans le monde du travail. Il nous importe de créer des perspectives non seulement dans les pays du Sud, mais aussi d'offrir une place chez nous pour permettre à un-e jeune de s'épanouir. En collaboration avec le Berufslehre-Verbund Zürich (bvz), nous proposons un apprentissage d'assistant-e de bureau. Assumant la responsabilité globale et le soutien des enseignant-e-s et des entreprises en cas de problèmes, le bvz se charge de la supervision et de l'administration afin que nous puissions nous concentrer sur le contenu de la formation. Cette collaboration permet à une petite organisation comme Solidar Suisse de créer une place d'apprentissage.

OIT : LE CAMBODGE SOUS LES FEUX DE LA CRITIQUE

Lors de la conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT) de cette année, plusieurs pays dont les syndicats sont soutenus par Solidar ont été critiqués pour ne pas avoir respecté les conventions de l'OIT. Comme membre de la délégation des travailleurs-euses suisses, nous avons saisi l'occasion d'interpeller les gouvernements au niveau international sans mettre nos partenaires en danger. Nous avons dénoncé la violence et l'intimidation à l'encontre des syndicalistes au Cambodge, en violation flagrante de la Convention n° 87 de l'OIT sur la liberté syndicale. En conséquence, nous avons obtenu la levée de certaines restrictions de la loi cambodgienne, ce qui facilite le travail quotidien de nos partenaires sur le terrain.



Photo : Solidar Suisse



Photo : zVg

NOTRE LECTORAT APPROUVE NOTRE ENGAGEMENT

Dans le numéro 1/2021 de Solidarité, suite aux attaques contre les ONG dans le cadre de la votation sur les multinationales responsables, nous voulions savoir si vous étiez favorables à ce que Solidar Suisse s'exprime sur la politique suisse en utilisant les dons pour des campagnes. Plus de 2000 personnes ont approuvé les deux questions à une écrasante majorité : plus de 80 % d'entre vous saluent notre engagement politique, tandis que vous êtes seulement 2 % d'avis que nous devons nous limiter à des projets dans le Sud. Environ trois quarts d'entre vous seriez en outre favorables à l'utilisation des dons pour un travail de sensibilisation en Suisse afin de combattre les causes des problèmes mondiaux.

GENÈVE FÊTE SA LOI SUR LE FINANCEMENT DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le 4 octobre 2021, Genève fêtera les 20 ans de sa loi sur le financement de la solidarité internationale (LFSI). Première du genre en Suisse, elle alloue 0,7 % du budget annuel du canton au financement de projets de coopération internationale.

Texte : Tamina Wicky, membre du comité de Solidar Suisse Genève, photo : DR

« Fidèle à sa longue tradition en matière humanitaire et de promotion de la paix, Genève doit pouvoir s'engager plus largement pour le développement de la démocratie, pour de meilleurs équilibres sociaux et économiques et contre toutes les formes de discriminations. » C'est ainsi que le démocrate chrétien Philippe Glatz commence son rapport pour défendre la LFSI lors des débats préliminaires qui se déroulent durant la session d'automne 2001. Finalement adoptée par une coalition de parlementaires de tous bords, cette loi est une première à l'époque.

La LFSI contraint le canton à verser 0,7 % de son budget annuel de fonctionnement à des projets de coopération, d'aide au développement, de promotion de la paix et de défense des droits humains. En principe contraignant, ce taux n'est toutefois pas atteint aujourd'hui. « Dans la réalité, il faut admettre que le canton peine à atteindre le 0,7 % voulu par le législateur et affiche depuis plusieurs années un pourcentage de l'ordre de 0,2 %, relève Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale du canton de Genève, cela étant l'atteinte de cet objectif dépend aussi de la manière dont on comptabilise l'effort. Par exemple, les Hôpitaux Universitaires de Genève mènent aussi des projets de coopération internationale qui ne sont pas compris dans l'indicateur de 0,7 % »

À cela s'ajoute un effort significatif des communes genevoises qui sont toutes engagées dans la solidarité internationale. « Un bon nombre atteignent ou tendent vers le 0,7 %. Cela montre que la solidarité internationale a un ancrage local fort et qu'elle est un trait spécifique du canton de Genève », analyse la directrice du service de la solidarité internationale. Elle rappelle également que « le canton et les communes genevoises financent la moitié des aides cumulées de tous les cantons et communes suisses ».

20 ans plus tard, la LFSI a permis de mieux coordonner le financement des projets notamment grâce à la Fédération genevoise de coopération (FGC,) interlocutrice privilégiée de l'Etat et des



Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du Service de la solidarité internationale du canton de Genève.

communes genevoises. « Depuis 2003, le canton et la FGC sont liés par un contrat de prestations qui permet un transfert de compétence en faveur de la FGC. Le dernier contrat de prestations porte sur les années 2021 à 2024 et sur un montant annuel de trois millions de francs ».

Enfin, si elle donne un cadre aux institutions concernées notamment en se basant sur les Objectifs de développement durable, la LFSI possède également un potentiel d'adaptation aux enjeux des prochaines années. « La loi et son règlement d'application donnent des orientations claires tout en laissant une certaine latitude pour intégrer des défis tels que le changement climatique ou la discrimination à l'égard des femmes » précise Madame Alonso Lormand.

À l'occasion des 20 ans de cette loi, le Canton organise plusieurs événements dont une rétrospective de l'action de l'Etat de Genève et de ses partenaires ainsi que la publication d'un ouvrage consacré à cette loi. Solidar Suisse Genève se réjouit de vous retrouver à cette occasion le 4 octobre prochain !



ADIEU À UN COMBATTANT VISIONNAIRE

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la nouvelle du brusque décès, le 31 mars dernier, de Paul Taryam Ilboudo. Paul a longtemps dirigé Solidar Suisse au Burkina Faso. Nous perdons en lui un visionnaire de l'éducation et du développement et un combattant infatigable pour la justice et la solidarité.

Texte : Ruth Daellenbach, ancienne directrice de Solidar Suisse, photo : Solidar Suisse

L'enseignement bilingue ou multilingue proposé aujourd'hui par quelque 200 écoles au Burkina Faso témoigne d'une véritable réforme du système éducatif. En effet, ce dernier remonte à l'époque coloniale et prévoyait l'enseignement en français, c'est-à-dire une langue étrangère pour la plupart des enfants.

Leçons dans la langue maternelle

Une bonne éducation est la condition préalable à tout épanouissement dans la sphère privée, publique et économique. Paul Taryam Ilboudo estimait que l'éducation doit s'appuyer sur la langue maternelle des enfants et la culture locale. Après le succès des premières écoles pilotes au milieu des années 1990, Paul et son équipe ont rapidement réussi à étendre le nouveau modèle d'« éducation bilingue et multilingue » à différentes provinces en convainquant

toujours davantage d'écoles d'y adhérer. Le travail ne se limitait pas à la pédagogie mais comportait une très forte connotation politique : il s'agissait d'une lutte pour une éducation émancipatrice, adressée à toutes et tous et pas seulement à une petite élite,

Une bonne éducation s'appuie sur la langue et la culture locales.

et qui exigeait un travail de sensibilisation et de lobbying approprié au niveau sociétal et politique.

Paul Taryam Ilboudo nommé « Chevalier de la Palme académique » pour sa contribution au développement de l'éducation.

Une coopération à long terme a été établie avec le ministère de l'éducation et les autorités compétentes, les acteurs-trices scientifiques, les organisations de la société civile et les agences internationales de développement, formant une base nécessaire à la réforme de l'éducation. En 2007, le gouvernement a reconnu « l'éducation bilingue » comme modèle d'éducation nationale. L'œuvre de Paul a également trouvé son expression et sa reconnaissance au-delà des frontières du pays.

Ne laissez personne derrière vous

Dans l'esprit du continuum éducatif, Solidar Suisse s'est engagée sous la direction de Paul dans l'éducation non formelle. C'étaient des offres passerelles pour les nombreux jeunes qui « décrochent » et abandonnent l'école le plus souvent pour des raisons économiques, des cours d'alphabétisation pour adultes et des centres pour enfants d'âge préscolaire.

Paul visait également le développement rural et social. Il s'agissait d'aider les gens à se libérer de la pauvreté et de l'oppression et à réaliser l'égalité des chances, l'autodétermination et la participation à la vie publique. Paul n'a pas tant compris la coopération au développement comme un produit d'exportation de l'Europe que comme un partenariat entre le Nord et le Sud. Il a énormément lutté pour que les personnes sur le terrain, comme politicien-ne-s ou expert-e-s, parents ou ouvriers-ères agricoles, soient considérées comme les actrices centrales du développement. Elles savent en effet mieux que quiconque ce dont elles ont besoin et sont les seules à détenir la légitimité pour réaliser leurs projets. Solidar Suisse a eu beaucoup de chance de bénéficier de l'engagement et du professionnalisme de ce collaborateur local au Burkina Faso durant plus de deux décennies.

Un partenariat respectueux

Les visites régulières au Burkina Faso et les rencontres avec Paul en Suisse ont fait partie des moments forts de mon travail à Solidar Suisse. Nous étions d'accord sur de nombreuses questions mais, lorsque cela était nécessaire, nous ne reculions

pas devant la confrontation. Par exemple, Paul a réagi de manière défensive lorsqu'il a ressenti les visites de collaborateurs-trices européen-ne-s comme une domination occidentale. Quant à moi, j'ai eu du mal avec les structures hiérarchiques qui façonnent la société burkinabée plus que je n'y étais habituée, et qui prescrivent au personnel enseignant une maison de qualité moindre qu'au directeur. Il ne s'agissait pas tant d'avoir raison que de nous respecter mutuellement. La relation de travail s'est transformée au fil du temps en une amitié qui s'est poursuivie au-delà du temps passé ensemble à Solidar.

En 2015, à l'âge de 66 ans, Paul a quitté ses fonctions, déclarant qu'il se réjouissait de pouvoir dé-

Il s'agissait d'une lutte pour une éducation émancipatrice destinée à tous et pas seulement à une petite élite.

sormais consacrer plus de temps à sa famille. Mais il n'était pas homme à prendre sa retraite. En 2017, il a été élu maire de Loumbila, une municipalité politique de 31 villages sur une superficie de 177 kilomètres carrés avec une population d'environ 35 000 habitant-e-s dont près de la moitié a moins de 15 ans. Fidèle à sa vision, il y a mis en œuvre d'importants projets. Proche des gens, il a gardé au cœur de ses préoccupations leur participation au développement de la communauté. La nouvelle de son décès nous a frappés de manière inattendue, alors qu'il luttait depuis un certain temps déjà contre des problèmes de santé. Il laisse derrière lui une épouse, deux enfants adultes, plusieurs petits-enfants et une communauté qui regrettera son maire dévoué et empathique, et, au niveau local, national et international, une communauté éducative qui sait qu'elle doit beaucoup à ce visionnaire et militant de l'éducation et du développement.

7		4				3		
	2		7			4		
1	9							
				9	1		8	
6			8		7			5
	7		6	4				
							2	1
		5			2		6	
		1				5		8

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Compléter les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 × 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=R, 2=C, 3=V, 4=I, 5=P, 6=E, 7=S, 8=T

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku ».

1^{er} prix Un linge du Burkina Faso

2^e prix Un sac à dos du projet « LanzArte » en Bolivie

3^e prix Des manguettes du Burkina Faso

La date limite d'envoi est le 24 septembre 2021.

Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 4/2021. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs et collaboratrices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 1/2021 était « crise climat ». Claire Brenner de Veyrier a gagné un masque de protection du Mozambique, Urs Schaub de Stein am Rhein un tablier de Bolivie et Robert Cordin de Cham un marque-page en argent de Bolivie. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé au concours.

Solution :

--	--	--	--	--	--	--	--	--



Gewerkschaft des Verkehrspersonals
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale del trasporto

Solidar, l'œuvre d'entraide des syndicats

SEV, 23.4.2021

En cette période difficile sur le plan sanitaire et économique, il nous a semblé pertinent de nous pencher sur une ONG pas comme les autres, Solidar Suisse, dont les origines ouvrières ne sont pas forcément connues. On plonge dans son identité avec son chargé de communication romand, Lionel Frei. Vous vous souvenez peut-être d'un humain contorsionné pour former une machine à coudre ? L'image est l'œuvre de Solidar ou plutôt l'une de ses dernières campagnes de sensibilisation à l'indécence des conditions de travail dans l'industrie du textile. Une image qui exprime à elle seule l'engagement de Solidar. « Nous sommes actifs dans l'aide au développement par le biais de projets. Mais notre engagement est bien sûr politique car nous estimons que la sensibilisation des habitants des pays du Nord est fondamentale pour faire pression sur

les multinationales actives dans les pays du Sud », explique Lionel Frei.

Solidar n'est pas une ONG parmi d'autres. Elle puise ses racines dans le mouvement ouvrier (voir ci-contre). C'est donc en toute logique que des syndicalistes de l'USS siègent au comité. « On ne pourrait pas être actifs dans autant de pays – 15 actuellement pour 60 projets sans les dons. Ils sont d'autant plus importants que le DFAE a décidé de ne plus soutenir le financement de campagnes de sensibilisation politique suite à la votation sur les Multinationales responsables. Nous le regrettons car nous estimons que ce travail de sensibilisation est crucial. Mais nous allons le poursuivre. » Le syndiqué -e-s peuvent aussi soutenir l'ONG en s'abonnant au magazine de Solidar ou aux newsletters, en signant et en diffusant les pétitions et campagnes « Il n'y a pas de petit geste », conclut Lionel Frei.

Bilan

Les placements des ONG sont-ils éthiques ?

Bilan, 3.5.2021

Les contraintes sont principalement celles des caisses de pension de ONG. Gérant les millions ou dizaines de millions de francs du 2^e pilier de leurs employés, ces institutions de prévoyance peuvent influencer, comme n'importe quel autre investisseur, les choix des entreprises. A condition, naturellement, d'exercer les prérogatives propres aux actionnaires ou aux détenteurs d'obligations : acheter, vendre, voter lors des assemblées générales (pour les actionnaires) et dialoguer avec les responsables des entreprises concernées. « Solidar Suisse s'engage en faveur de la justice sociale et contre les inégalités dans le monde. Elle est à ce titre très attentive aux impacts sociaux et environnementaux de l'ensemble de ses activités », explique le porte-parole Lionel Frei, dont l'organisation s'en est remise à la Caisse de pension de la ville de Zurich, reconnue pour sa pratique en la matière.

S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. Les possibilités d'agir sont multiples, quelle que soit l'échelle – voici quelques propositions concrètes.

SONDAGE

Justice sociale

Solidar a réalisé un sondage représentatif de l'attitude de la population suisse en matière de justice sociale, d'environnement et d'égalité. Quelle est votre opinion sur ces questions ? Découvrez les résultats de l'enquête et dites-nous ce que vous en pensez !



Vers le sondage :
www.solidar.ch/sondage

ENSEMBLE

Solidar Suisse sera présente avec un stand interactif au campus Höggerberg lors de la manifestation de l'EPFZ du dimanche 31 octobre sur le thème « Riches et pauvres ». Nous présenterons notre engagement contre les inégalités extrêmes et pour des conditions de travail dignes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, tout en montrant les liens entre la consommation durable et les conditions de production équitables. Venez nous rendre visite !



Le programme détaillé sera en ligne à la fin du mois de septembre.

FAIRE UN DON

Voulez-vous faire du bien au-delà de votre propre vie en incluant Solidar Suisse dans votre testament ? Notre collaborateur Stéphane Cusin vous conseillera avec discrétion et professionnalisme sur la planification de votre succession. Courriel : stephane.cusin@solidar.ch



Pour en savoir plus :
www.solidar.ch/legs

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, email : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
CP 10-14739-9 Lausanne
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Benjamin Gross, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer
Correction Jeannine Horni, Andréane Leclercq
Impression et expédition Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.
Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page En Tanzanie, les inégalités extrêmes déchirent la société. Spinax Civil Voices

CONNAISSEZ-VOUS LA DECHIRURE QUI DIVISE LE MONDE ?



L'inégalité extrême réduit à néant la cohésion de notre monde. Deux douzaines de milliardaires sont aussi riches que quatre milliards de femmes et d'hommes. C'est injuste et surtout dangereux. Luttons pour un monde équitable. solidar.ch



SUISSE
SOLIDAR